

Ce gouvernement doit être défait et sa politique bloquée

● Juillet 2014, l'Union européenne adresse sept « recommandations » à la France.

Parmi les exigences de Bruxelles :

« Des mesures supplémentaires contre la rigidité du travail », « réduire encore les coûts salariaux », « réduire les cotisations sociales patronales », « contrer l'augmentation des dépenses publiques de soins de santé », « faciliter les fusions entre les collectivités locales » et « poursuivre la modernisation de l'enseignement ».

● **Avril 2015, le gouvernement remet sa copie à l'Union européenne.** Pour indiquer qu'il est un bon élève et qu'il a répondu aux demandes, il fait valoir :

— **le pacte de responsabilité** : 50 milliards d'euros de coupes dans les budgets publics et de la protection sociale, et crédit d'impôt de 40 milliards accordé aux patrons.

— **la loi Macron** : 70 articles du Code du travail remis en cause.

— **la loi Touraine** : son article 27 confie aux agences régionales de santé le soin de réduire encore les dépenses de santé. Et par le biais du tiers payant, la voie est ouverte aux assurances privées, contre la Sécurité sociale.

— **la réforme des collectivités territoriales** (loi NOTRe) : dislocation des droits par la régionalisation, suppression de dizaines de milliers de postes de fonctionnaires territoriaux.

— **la réforme du collègue** : elle pulvérise le caractère national de l'enseignement, des milliers d'heures d'enseignement et des disciplines entières sont supprimées.

● **Mai 2015, la Commission européenne félicite** : « La France est sur la bonne voie », mais... exige dans la foulée six autres nouvelles recommandations.

Comment s'étonner ? Pour l'Union européenne au service des spéculateurs, il y aura toujours trop de services publics, trop d'établissements de soins, trop d'écoles, trop de protection sociale, trop de Code du travail.

Mais dans tous les domaines,

la politique du gouvernement Hollande-Valls, inféodé à l'Union européenne, est rejetée

Après la grève du 9 avril pour le retrait de la loi Macron et du pacte de responsabilité, appelée par la CGT, FO, la FSU, Solidaires...

Les enseignants étaient massivement en grève le 19 mai à l'appel des organisations syndicales SN-FO-LC, SNE-TAA-FO, SNES-FSU, SNEP-FSU, SNALC-FGAF, CGT Educ'action, SUD Education pour le retrait de la réforme Val-laud-Belkacem du collègue.

Et les personnels hospitaliers de l'AP-HP ont massivement fait grève le 21 mai à l'appel de leurs syndicats FO, CGT, SUD, CFDT, CFTC, UNSA, CFE-CGC, et se sont rassemblés à 8 000 devant le siège de l'AP-HP pour exiger le retrait d'un projet de réorganisation du temps de travail organisant la dislocation des services et remettant en cause les droits des personnels.

« Il n'est pas un aspect de la politique de ce gouvernement qui ne doive être combattu (...). Il faut en finir avec la politique du gouvernement Hollande-Valls, comme de tout gouvernement inféodé à l'Union européenne : c'est la condition de l'ouverture d'une issue démocratique à la crise dans laquelle s'engage le pays. (...) Dans toute l'Europe est à l'ordre du jour le combat pour défaire les gouvernements inféodés aux institutions de l'Union européenne (...). Dans le mouvement qui se renforce pour édifier un front commun des travailleurs, de leurs organisations contre le gouvernement Hollande-Valls, travailleurs et militants de toutes tendances ont appris à agir ensemble » (déclaration du conseil fédéral national du POI des 8 et 9 mai).

Le 6 juin, *Informations ouvrières*, tribune libre de la lutte des classes et hebdomadaire du POI, organise une rencontre nationale de militants pour organiser un large débat. Prenez connaissance dans *Informations ouvrières* de la tribune de préparation dans laquelle s'expriment des militants de toutes tendances.

Je souhaite prendre contact avec le Parti ouvrier indépendant Je souhaite adhérer

Nom, prénom : Adresse :

Code postal : E-mail :